

TABLE DES MATIÈRES

Numéros	Pages
Inhoud	13
Table alphabétique	21
Zaakregister	27
Table des décisions citées	33

INTRODUCTION

1.	A l'origine de la loi du 23 novembre 1998 instaurant la cohabitation légale.	35
2.	Le renforcement des effets de la cohabitation légale.....	35
3.	Quel avenir pour le statut de la cohabitation légale ?	37

CHAPITRE I DÉFINITION DE LA COHABITATION LÉGALE

4.	L'article 1475 du Code civil.	39
5.	Comparaison avec le mariage.	39

CHAPITRE II LA DÉCLARATION DE COHABITATION LÉGALE

SECTION I Conditions de fond

6.	Aperçu.	41
7.	Etre deux, du même sexe ou non.	41
8.	Ne pas être lié par un mariage ou une autre cohabitation légale.....	42
9.	Etre capable de contracter conformément aux articles 1123 et 1124 du Code civil.	42
10.	Être en vie au moment de la déclaration de cohabitation légale.....	43

SECTION II Conditions de forme

11.	Informations mentionnées dans la déclaration remise à l'officier de l'état civil. .	44
12.	Caractère administratif de la déclaration de cohabitation légale.	45
13.	Inscription dans le registre de la population.	46

SECTION III Le rôle de l'officier de l'état civil à la lumière de la problématique des cohabitations de complaisance

14.	Effets de la cohabitation légale en matière de droit de séjour.	46
15.	Rôle de l'officier d'état civil.....	47

Matière arrêtée au 31 juillet 2012

Numéros	Pages
---------	-------

SECTION IV

Prise de cours de la cohabitation légale

16.	A partir de quelle date est-on officiellement cohabitant légal ?	48
-----	--	----

CHAPITRE III

**DROITS, OBLIGATIONS ET POUVOIRS
DES COHABITANTS LÉGAUX**

SECTION I

Généralités

17.	L'article 1477 du Code civil.	49
18.	Caractère impératif des règles prévues à l'article 1477 du Code civil.	49
19.	Une protection limitée.	50
20.	Absence d'effets personnels.	50
21.	Opposabilité aux tiers.	50

SECTION II

La protection du logement des cohabitants

22.	Régime analogue à la protection du logement familial des époux.	51
23.	Définition de l'immeuble qui sert de logement principal des cohabitants et des meubles meublants qui le garnissent.	51
24.	Etendue de la protection du logement principal et des meubles meublants des cohabitants.	51
25.	Séparation de fait des cohabitants.	54
26.	Cessation de la cohabitation légale.	55
27.	Sanction des actes irréguliers commis par les cohabitants.	55
28.	Sanction des actes irréguliers commis par le bailleur.	56
29.	Aménagements conventionnels.	57

SECTION III

La contribution aux charges de la vie commune

30.	Principe.	57
31.	Notion de charges de la vie commune.	58
32.	Contribution proportionnelle aux facultés des cohabitants légaux.	58
33.	Séparation de fait des cohabitants.	59
34.	Cessation de la cohabitation légale.	59
35.	Sanction du devoir de contribution aux charges de la vie commune.	59
36.	Absence de délégation de sommes ?	60
37.	Aménagements conventionnels.	61

SECTION IV

**Solidarité pour les dettes contractées
pour les besoins de la vie commune et des enfants**

38.	Principe.	62
39.	Dettes donnant lieu à solidarité.	62

Bijgewerkt tot en met 20 september 2012

Numéros	Pages
40. Séparation de fait des cohabitants.	63
41. Cessation de la cohabitation.	64
42. Aménagements conventionnels.	64

SECTION V

Obligations alimentaires du cohabitant légal survivant

43. Obligation alimentaire à l'égard des enfants du cohabitant légal prédécédé.	64
44. Obligation alimentaire à l'égard des ascendants du cohabitant légal prédécédé.	65

CHAPITRE IV
LE RÉGIME PATRIMONIAL SECONDAIRE
DES COHABITANTS LÉGAUX

SECTION I

Généralités

45. L'article 1478 du Code civil.	67
46. Caractère des règles contenues à l'article 1478 du Code civil.	67
47. Opposabilité des règles prévues à l'article 1478 du Code civil aux tiers.	68

SECTION II

Composition des patrimoines*§ 1^{er}. — La séparation des patrimoines*

48. Principe de la séparation des patrimoines.	68
49. Tempérament : les indivisions.	68

§ 2. — Les règles de preuve de la propriété

50. Preuve de la propriété exclusive.	69
51. Présomption d'indivision.	70
52. Détermination du statut de certains biens.	71
53. Aménagements conventionnels.	73

SECTION III

Gestion des patrimoines

54. Gestion des biens propres.	73
55. Gestion des biens indivis.	74

SECTION IV

Présomption de libéralité

56. Disposition légale et <i>ratio legis</i>	74
57. Champ d'application de la présomption.	75
58. Renversement de la présomption.	76
59. Aménagements conventionnels.	77
60. Libéralité rapportable ou précipitaire ?	77

Matière arrêtée au 31 juillet 2012

Numéros	Pages
---------	-------

CHAPITRE V
LES CONVENTIONS ENTRE COHABITANTS LÉGAUX

SECTION I
Les contrats de cohabitation légale

§ 1. — *Généralités*

61.	L'article 1478, alinéa 4, du Code civil.	79
62.	Les conventions réglant les modalités de la cohabitation.	79

§ 2. — *Conditions de forme*

63.	Un acte authentique.	80
64.	Mention dans la déclaration de cohabitation légale.	81
65.	Mention dans le registre de la population.	81
66.	Moment de la conclusion de la convention, de son entrée en vigueur et de la cessation de ses effets.	81

§ 3. — *Modification des conventions*

67.	Généralités.	82
68.	Conditions de forme.	82

§ 4. — *Contenu des contrats de cohabitation*

69.	Limites générales apportées à l'autonomie de la volonté.	82
70.	Clauses réglant les effets personnels de la cohabitation légale.	83
71.	Clauses relatives aux enfants des cohabitants légaux.	87
72.	Clauses réglant les effets patrimoniaux.	88
73.	Clauses réglant les effets alimentaires de la rupture.	95

§ 5. — *Les effets des contrats de cohabitation*

74.	Les effets entre les cohabitants légaux.	95
75.	Les effets à l'égard des tiers.	95

SECTION II
Les conventions particulières

76.	Principe.	97
77.	Les conventions interdites aux époux mais autorisées entre cohabitants légaux.	97
78.	Exemples de conventions particulières.	99

CHAPITRE VI
LES TEMPS DE CRISE ET LA RUPTURE
DE LA COHABITATION LÉGALE

SECTION I
Modes de rupture

79.	L'article 1476, § 2, du Code civil.	101
80.	Les cas de cessation de plein droit.	101
81.	Les cas de cessation volontaire.	102
82.	La date de la cessation.	102

Numéros	Pages
SECTION II	
Mesures urgentes et provisoires	
83. Une compétence du juge de paix.....	104
84. Mesures urgentes et provisoires avant la cessation.....	104
85. Mesures urgentes et provisoires après la cessation.	107
SECTION III	
Effets de la cessation	
86. Effets alimentaires entre ex-cohabitants légaux.....	110
87. Effets quant aux enfants.	110
88. Effets quant aux biens.	111
CHAPITRE VII	
LA SURVENANCE DU DÉCÈS	
SECTION I	
Préalables	
89. Renvoi.	116
90. Antécédents.....	116
SECTION II	
Champ d'application <i>ratione personae</i>	
91. Une vocation successorale ouverte au cohabitant légal.	117
92. Absence de condition de durée de la cohabitation légale.	117
93. Une vocation successorale malgré une séparation de fait.....	118
94. Absence de vocation successorale si le survivant des cohabitants est un descendant du prémourant.....	118
SECTION III	
Etendue du droit successoral du cohabitant légal survivant	
95. Généralités.....	119
96. <i>Première hypothèse</i> : le défunt était propriétaire de tout ou partie de la résidence commune.	120
97. <i>Deuxième hypothèse</i> : le défunt était locataire de la résidence commune.	122
SECTION IV	
Nature du droit successoral du cohabitant légal	
98. Succession ordinaire ou anormale.....	122
CHAPITRE VIII	
RECONNAISSANCE DU STATUT DE COHABITANT LÉGAL EN DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ	
99. Notion de relation de vie commune en droit international privé.....	126
100. Règles applicables à la relation de vie commune.....	127
101. Règles applicables au mariage.....	128

Numéros	Pages
---------	-------

CHAPITRE IX
RECONNAISSANCE DU STATUT
DE COHABITANT LÉGAL EN DROIT FISCAL

SECTION I
Impôt sur les revenus

102.	Assimilation des cohabitants légaux aux couples mariés.....	129
103.	Principes de base : imposition commune et décumul des revenus.....	129
104.	Avantages de cette assimilation.....	130
105.	Désavantages de cette assimilation.....	131

SECTION II
Droits de succession et de mutation par décès

§ 1^{er}. — Tarifs applicables

106.	Des tarifs régionaux.....	132
107.	Tarif applicable en Région de Bruxelles-Capitale.....	133
108.	Tarif applicable en Région flamande.....	134
109.	Tarif applicable en Région wallonne.....	136
110.	Tarif applicable en France aux cohabitants légaux.....	138

§ 2. — Les obligations fiscales successorales du cohabitant légal survivant

111.	Un héritier légal.....	139
112.	Obligation de déclarer.....	139
113.	Expertise préalable de l'actif successoral.....	139
114.	Application des fictions légales prévues aux articles 9 à 14 du Code des droits de succession.....	139
115.	Exclusion des dettes visées à l'article 33 du Code des droits de succession du passif successoral.....	140
116.	Solidarité pour le paiement des droits de succession ou de mutation par décès...	140

SECTION III
Les droits de donation

117.	Des tarifs régionaux.....	141
118.	Tarif applicable en Région de Bruxelles-Capitale.....	141
119.	Tarif applicable en Région flamande.....	144
120.	Tarif applicable en Région wallonne.....	145
121.	Tarif applicable en France aux cohabitants légaux.....	148

CHAPITRE X
RECONNAISSANCE DU STATUT DE COHABITANT LÉGAL
EN DROIT SOCIAL

SECTION I
La cohabitation légale et les accidents du travail

122.	Principe.....	149
123.	Catégories de bénéficiaires.....	149
124.	Conditions d'octroi.....	150

Bijgewerkt tot en met 20 september 2012

Numéros		Pages
SECTION II		
La cohabitation légale et les maladies professionnelles		
125.	Principe : application de la loi du 10 avril 1971.....	151
126.	Modalités particulières.....	151
SECTION III		
Cohabitation légale et les assurances-soins de santé et indemnités		
127.	Les soins de santé.....	152
128.	Les indemnités de l'assurance maladie-invalidité.....	153
SECTION IV		
La cohabitation légale et le chômage		
129.	Définition — Notion de cohabitation.....	153
130.	Trois catégories de bénéficiaires.....	154
SECTION V		
La cohabitation légale et les allocations familiales		
131.	Principe et conditions d'octroi.....	154
SECTION VI		
La cohabitation légale et les pensions de retraite et de survie		
132.	La pension de retraite	
	a) Dans le secteur privé.....	155
133.	b) Dans le secteur public.....	156
134.	La pension de survie.....	156
SECTION VII		
La cohabitation légale et les régimes résiduels		
Les personnes handicapées		
135.	Principes.....	157
136.	La notion de ménage.....	157
137.	Les différents types d'allocations.....	157
138.	Les conditions d'octroi.....	158
139.	L'allocation pour l'aide aux personnes âgées.....	159
SECTION VIII		
La cohabitation légale et le droit à l'intégration sociale		
140.	Définition.....	159
141.	Catégories de bénéficiaires.....	159
142.	Notion de cohabitation.....	159
143.	Conditions d'octroi.....	160
SECTION IX		
La cohabitation légale et l'aide sociale		
144.	Notion et critère déterminant.....	161
145.	Absence de taux.....	161
146.	Conditions d'octroi.....	161
147.	Ressources prises en compte.....	162
148.	Renvoi vers les débiteurs d'aliments ou récupération des aides versées.....	162

Matière arrêtée au 31 juillet 2012

Numéros	Pages
SECTION X	
Conclusions	
149. Assimilation presque complète des conjoints et cohabitants légaux..	163
Bibliographie	165
Textes légaux	171